

À L'INITIATIVE DU FRONT POUR LE BOYCOTT

Meeting grandiose à Harcha

Pari réussi. La salle Harcha, au centre d'Alger, était pleine à craquer, hier vendredi, à l'appel de la Coordination nationale pour le boycott. Immense moment d'engagement politique pour la disqualification du scrutin présidentiel, biaisé, ont estimé, tour à tour, les cinq chefs de partis et Ahmed Benbitour qui ont coordonné l'action.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - L'enchaînement d'avec le sit-in symbolique du 12 mars dernier au niveau du Maqam-Echahid, Ryad-El-Feth, était parfait. Le meeting à la salle Harcha a permis de mesurer le degré d'osmose entre les militants de différentes chapelles politiques que le mot d'ordre de boycott de l'élection présidentielle a réunis. Cinq chefs de partis et un ex-chef de gouvernement — qui s'était porté candidat à la candidature avant de se retirer —, se sont relayés à la tribune pour exécuter, chacun à sa manière et son style, sa harangue. L'exercice devait échoir en premier lieu au président de Jil Jadid, Soufiane Djilali, tirage au sort oblige. Lui aussi candidat à la candidature avant de se retirer, Soufiane Djilali, dans un discours concis, improvisé, s'est dit heureux de constater que des Algériens de différentes obédiences politiques se sont retrouvés ensemble pour dire non au scrutin présidentiel. «C'est là un démenti cinglant au pouvoir qui dit ou c'est moi ou c'est le désordre.»

Soufiane Djilali fera également remarquer que le pouvoir en place est prêt à tout pour rester. Il en a voulu pour preuve, la présentation

de la candidature de Bouteflika, un homme impotent, dont le plus long discours depuis 22 mois a été de 14 secondes chrono. «En 22 mois, Bouteflika n'a parlé que pendant 14 secondes. Notez bien ce qu'il a dit : "je suis venu me présenter à l'élection". Il n'a pensé qu'à lui, à sa personne.» Pour le président de Jil Jadid, ce que le pouvoir a engagé n'est pas un processus électoral mais un processus de coup d'Etat.

Lui succédant à la tribune, le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbas, dira, en entame de son discours, fort applaudi, que «ici se trouve l'Algérie des exclus de la richesse nationale, des médias de la nation et des institutions de la République», ajoutant «ici se trouve l'Algérie qui souffre et qui se bat contre un système qui a ruiné, humilié et déstabilisé notre nation.

Ce n'est pas la première fois que notre peuple se trouve soumis à un ordre politique au service d'une minorité méprisante, arbitraire, injuste et incapable d'évoluer». Pour le président du RCD, le changement se fera dans l'intelligence ou dans le chaos. Parlant du scrutin présidentiel, il dira que «c'est

un piège et une insulte de plus». Selon lui, «c'est un piège, car l'administration est plus prête que jamais, aux bourrages des urnes, la justice est prête à rejeter toutes les contestations, le ministère de l'Intérieur est prêt à annoncer tous les résultats qu'on va lui demander et le Conseil constitutionnel est prêt à valider tous les abus qui sont déjà dénoncés par ceux-là mêmes qui, pour des raisons difficilement compréhensibles, acceptent de se rendre complices de ce piège».

Le président du RCD devait aussi expliquer que la problématique ne se pose pas uniquement en termes de 4^e mandat mais elle englobe tout le processus électoral en cours.

Et, selon lui, le boycott n'est pas une finalité. «Oui, le changement doit être pacifique et ordonné. Le boycott massif est un préalable. Plus le système se retrouve seul, plus le scrutin sera illégitime et plus le futur mandat sera fragilisé pour céder devant les propositions des patriotes engagés pour une phase de transition.» Pour sa part, le secrétaire général d'Ennahda, Mohamed Douibi, dira que «le 4^e mandat sonne la fin d'un processus qui a échoué.

C'est le signe de l'échec. Le prochain président ne sera pas le président des Algériens mais le président d'un groupe de personnes qui ont volé et dilapider les richesses du pays». Lui succédant, le président du Front pour la



Photo : Samir Sid

Les partisans du boycott en nombre.

justice et le développement (FJD), Abdallah Djaballah, a appelé les Algériens à boycotter l'élection présidentielle. «Il faut dire non aux élections parce qu'elles sont truquées. L'administration et la justice sont entre les mains du pouvoir.»

Pour Djaballah, ce n'est pas un problème de 4^e mandat mais c'est la crise du système dont il s'agit. Le président du MSP, Abderrazak Mokri a été, lui, très à l'aise dans sa harangue de la foule. «C'est une belle image de ce que devrait être l'Algérie, si ce n'était le système qui l'a prise en otage», dira-t-il, ajoutant que «le seul danger pour le pays, c'est le maintien du système». Pour Mokri, le meeting du

jour se voulait un avertissement de ce que l'Algérie est en danger. «L'Algérie est gouvernée par une bande qui n'a aucune culture de l'Etat, une bande opposée à la volonté populaire et qui sème la fitna entre les enfants du peuple.» Le président du MSP a appelé les candidats alignés dans la course électorale à se retirer.

C'est Ahmed Benbitour qui a clos les interventions en appelant, lui aussi, au boycott du scrutin. Notons que les familles des personnes disparues durant la décennie noire étaient venues au meeting. Des familles pour lesquelles Mokri a eu un mot compatissant.

S. A. I.

IMPOSANTE MARCHÉ À BATNA

La colère chaouïe intacte

Depuis la capitale des Aurès, les Chaouis se font entendre et révèlent au grand jour les craintes du pouvoir, obligé pour la circonstance de la marche d'indignation revendiquée par différentes tendances, à gérer «démocratiquement» une manifestation qui lui est hostile et à encadrer intelligemment des frondeurs déchaînés contre ses symboles.

Une marche qualifiée de succès patent en dépit de la cacophonie organisationnelle qui n'a pas eu raison de la détermination des milliers de participants, issus de différents horizons.

Structurées ou non au sein d'organisations, associations ou mouvements citoyens, plus de dix mille personnes y ont pris part.

Pour certaines, elles ont dû effectuer de longs trajets pour être du rendez-vous. Elles étaient venues de Khenchela, Oum-El-Bouaghi, Biskra, Béjaïa, Tizi Ouzou, Ghardaïa, voire même de Sidi Bel-Abbès, marquer leur solidarité et joindre leurs voix à celles des Chaouis, offensés dans leur amour-propre par les propos du directeur de campagne du Président sortant.

Cependant, peu de temps avant que la procession ne s'ébranle de la place El Hadj Lakhdar mitoyenne de l'université qui porte le même nom et du palais de justice, l'on avait du mal à imaginer que cette manifestation allait s'avérer une réussite franche au nez même du dispositif sécuritaire impressionnant mis en place, à travers tous les carrefours et allées de la ville au moment où ses accès étaient pla-

cés sous haute surveillance de la Gendarmerie nationale qui a multiplié les barrages de contrôle. Et parmi les dizaines de jeunes quadrillés par des policiers et qui donnaient déjà de la voix sur les lieux du rendez-vous, l'on supputait que l'organisation serait défailante ou que les services de l'ordre s'attelleraient à empêcher les descentes de marées humaines place El Hadj Lakhdar.

Fausse présomption ! Tout le monde, services de sécurité en premier lieu, sera surpris par l'ampleur de l'invasion de la place par des milliers d'âmes au moment même de l'entame de la marche.

«Les descentes» effectuées successivement par le Premier ministre par intérim Youcef Yousfi et le ministre de la Santé Abdelmalek Boudiaf, tous les deux originaires de la région, pour tenter d'absorber la colère née de la blague de mauvais goût d'Abdelmalek Sellal, n'ont pas réussi à amnistier ce dernier.

Des pancartes et des banderoles tous azimuts sont brandies par les manifestants. Elles abondent toutes, superbement, de sentiments d'écœurement à l'égard d'un pouvoir méprisant, incarné par la sortie funeste de



Photo : DR

La manifestation a été une véritable réussite.

Sellal et l'avidité du sérail qu'il représente dans sa quête de se perpétuer au sommet de l'Etat à travers l'effronterie du 4^e mandat.

Sur l'une d'elles, on pouvait lire «la dignité des Chaouis ne se négocie pas, les Chaouis n'iront pas aux urnes de la mafia», elle résume les autres slogans qui foisonnent du rejet des excuses de Sellal et de l'opposition à un quatrième mandat pour Bouteflika et autant d'expressions vouées à la gloire et l'honneur des Chaouis.

Le portrait du président Zeroual, qui a rompu le même jour un silence qui a duré près de 15 ans pour dire ses inquiétudes et pensées de la situation que traverse le pays, est présent à la

manifestation qui se terminera, d'ailleurs, par un rassemblement au pied de sa résidence et durant laquelle son nom sera scandé de manière très récurrente.

«Bouteflika dégage» n'était pas en reste et était cadencé également par les marcheurs filmés de toutes parts et notamment des balcons d'où fusaient de temps à autre les youyous de femmes.

Le nom de Benflis est également revenu sur les langues de ses sympathisants qui ont clamé à leur tour «Benflis houa erra'is».

Les mouvements des Chaouis libres, des Aârouch, Barakat, Bzayed et tant d'autres tendances associatives et

citoyennes étaient représentés dans la marche. Une marche dont l'itinéraire a été modifié pour s'étaler sur près de 4 kilomètres puisqu'il était prévu qu'elle prenne fin sur les allées devant la stèle du héros de la révolution Mostefa Benboulaïd où un imposant dispositif sécuritaire avait été mis en place dès la matinée.

A peine ils y marqueront une brève halte, les manifestants décident de poursuivre leur procession jusqu'au quartier El Mezjara, lieu de résidence du président Liamine Zeroual.

Un rassemblement de près d'une demi-heure y a été tenu sans que le vœu des marcheurs qui voulaient prendre langue avec le prédécesseur de Bouteflika soit exaucé puisque «Si Liamine» n'apparaîtra pas.

La manifestation se terminera sans couacs ni débordements, tant il est vrai que les services de l'ordre ont fait preuve cette fois-ci, de beaucoup de retenue, se contentant d'encadrer et même d'assurer un cordon de sécurité à la procession.

C'est qu'a priori, des ordres stricts afin d'éviter toute confrontation avec les manifestants ont été donnés et l'on s'imagine que le cas contraire aurait été lourd de conséquences devant les difficultés à contenir la colère des milliers de personnes qui y ont pris part.

K. G.